

**CONSEIL NATIONAL DU NOUVEAU CENTRE – SAMEDI 12 DÉCEMBRE 2009**

Discours de François SAUVADET

Cher Hervé,

Mes chers amis,

Dans un peu moins de 100 jours, nous aurons une nouvelle fois rendez-vous avec nos territoires et avec les français.

Moins de trois ans après la naissance de notre formation politique, ce rendez-vous c'est aussi une échéance majeure dans la poursuite de l'ambition qui est la nôtre au Nouveau Centre : reconstruire pour notre pays, une force politique de centre et de centre droit, une force politique qui soit authentiquement centriste.

Au moment d'aborder ces élections régionales, nous avons un but qui est clair, celui de reconstituer dans chacun de nos territoires ce maillage d'élus locaux, proches des réalités comme des préoccupations de nos concitoyens, qui faisait hier la force et l'âme de l'UDF.

Mes chers amis, une nouvelle fois, la question s'est posée : fallait-il y aller seuls ?

Comme pour les élections européennes, ce débat, légitime, a eu lieu entre nous et il n'y avait du reste que deux alternatives :

- Partir sous nos propres couleurs, mener 22 combats de témoignage et porter notre message le temps d'une campagne électorale.
- Partir rassemblés au sein de la majorité présidentielle, et faire le choix de porter, pendant 4 ans, notre message et nos valeurs au cœur des conseils régionaux, faire le choix de peser sur chaque décision.

En 2007 nous avons fait le choix d'inscrire notre formation politique dans la majorité présidentielle. Nous avons fait le choix de contribuer au débat, de faire entendre notre voix au sein de cette majorité et par là de prendre part aux réformes que les français réclamaient.

Cette majorité, c'est celle, avec le concours actif du Nouveau Centre, qui a porté et mis en place le RSA, pour sortir 20 ans après la création du RMI de la seule logique de l'assistanat et encourager au retour à l'emploi. Cette majorité c'est celle qui a mené à bien des réformes réputées impossibles, la fin des régimes spéciaux, l'autonomie des universités, mais aussi, cher Hervé, la réforme de la carte militaire. Cette majorité, c'est celle qui a entrepris la rationalisation budgétaire de nos politiques publiques, c'est celle qui ne se résout pas à laisser filer les déficits en période de crise.

Cette majorité c'est celle qui a lancé et mis sur les rails l'imposante dynamique du Grenelle de l'Environnement, c'est aussi celle, je le dis alors que notre ami Stéphane Demilly se rendra dans quelques jours à Copenhague avec la délégation française, celle qui s'est engagée pour un accord sur l'après-Kyoto qui soit tout à la fois contraignant juridiquement et ambitieux politiquement.

Alors que nous traversons actuellement la pire crise qu'ait connu le monde depuis un siècle, aurions-nous dû rester en marge de cette majorité ? Aurions nous dû préférer la posture politicienne aux valeurs d'humanisme, d'initiative, de responsabilité et de solidarité qui ont toujours été celles de notre famille politique ?

Nous avons fait le choix de ne pas rechercher la différence pour la différence, car nous savons qu'à terme, rechercher systématiquement la différence ne provoquera que l'indifférence.

Cette majorité, mes chers amis c'est bien la nôtre. Le 14 mars, la majorité présidentielle sera rassemblée dès le premier tour des élections régionales.

Déjouant tous les pronostics, les élections européennes ont démontré qu'il n'y avait, pour une majorité parlementaire pas lieu de se résoudre à la défaite lors des élections dites intermédiaires. Mais c'est bien, mes chers amis, le choix du rassemblement qui a permis à aux listes de la majorité présidentielle de l'emporter très largement dans l'ensemble des circonscriptions européennes, c'est bien le choix du rassemblement qui permet aujourd'hui à notre formation politique d'occuper trois des sièges du Parlement de Strasbourg et de faire mieux qu'hier entendre sa voix dans les débats européens.

Face à une gauche divisée qui tentera dès le soir du 14 mars de dissimuler ses contradictions derrière des accords passés à la va-vite sur des coins de table, nous avons fait le choix de l'union, le choix du rassemblement et ce dès le premier tour.

Parce que notre but ce n'est pas simplement de porter la contradiction aux présidents de région sortants, notre but c'est d'abord et avant tout de remporter ces régionales, nous y allons pour gagner.

En 2007, les français ont fait un choix clair et dépourvu de toute ambiguïté, ils ont choisi la voie de la réforme, la seule qui permette à la France de tenir à l'avenir son rang parmi les nations. La crise, pour sa part, est venue rebattre les cartes du jeu mondial et nous savons bien que si notre pays a globalement mieux traversé la récession que la plupart de ses voisins, rien n'est aujourd'hui acquis pour la place qu'il occupera dans l'Europe et dans le monde de demain.

Pour autant, qu'en est-il aujourd'hui ? L'opposition a transformé les régions qu'elle gère en véritables îlots de résistance à la réforme. Elle augmente ainsi sans discontinuer le poids de

la fiscalité locale tout en refusant de prendre sa part de l'effort de relance qu'elle exige pourtant de l'Etat.

Nos régions valent mieux que cette instrumentalisation politicienne, elles valent mieux que ces oppositions stériles, elles valent mieux que ce gâchis. C'est bien en cela que nous ne pouvons manquer ce rendez-vous avec les français, que la majorité se doit de gagner les élections régionales.

Et le Nouveau Centre ? Et notre famille politique ?

Le Nouveau Centre ne gagnera pas si nous nous contentons simplement de nous mettre au service de la reconquête des régions. Pour gagner, il faudra que nous soyons fidèles à ce que nous sommes, il ne faudra pas craindre de faire entendre aux français notre message dans ce qu'il a de singulier au sein de la majorité, il faut faire vivre dans les régions les valeurs qui étaient celles de l'UDF et que notre groupe parlementaire porte depuis plus de deux ans sur les bancs l'Assemblée nationale.

Deux ans, je veux le redire ici, où nous n'avons rien renié de nos combats. Des combats que nous avons pour certains menés à bien comme l'inscription dans le marbre constitutionnel du caractère pluraliste de notre démocratie. Des combats sur lesquels nous n'avons pas encore été suivis avec en premier lieu le plafonnement global des niches fiscales. Des combats où parfois notre premier tort a été d'avoir eu raison trop tôt, comme en atteste l'évolution, il y a à peine quelques jours, du Ministre du budget sur la fameuse « Règle d'Or » budgétaire, c'est-à-dire l'interdiction pour l'Etat de présenter des budgets en déficit de fonctionnement, qui était notre cheval de bataille lors de la révision constitutionnelle mais sur laquelle nous n'avons alors été entendus que partiellement.

Mes chers amis, c'est bien là notre défi pour ces régionales : faire gagner la majorité en portant nos valeurs et ce que nous sommes et nous serons d'autant plus à même de le faire que nous serons cette fois ci, chère Valérie Létard, en première ligne. Dans deux régions, ce sera bien le Nouveau Centre qui conduira les listes de la majorité présidentielle.

C'est pourquoi nous ne pourrions juger de notre succès ou de notre échec qu'à l'aune des 5 engagements dont nous allons débattre ce matin et qui structureront notre programme pour ces régionales :

- **Remettre les régions en première ligne sur le front de l'emploi.** En finir avec les régions mises en coupe réglée par le Parti socialiste pour servir leurs intérêts tactiques immédiats. Refaire des régions le centre d'impulsion de la politique économique pour reprendre la main face au chômage et sauver notre tissu industriel.
- **Promouvoir des régions à haute qualité environnementale.** Dans un monde fini dont les ressources se raréfient sans cesse, le pari du Grenelle c'est de définir un nouveau

mode de développement réconciliant création de richesse et protection de notre environnement. Les régions ont un rôle important à jouer pour démultiplier cette ambition au niveau local.

- **Engager les régions au service d'un développement solidaire des territoires.** Alors que le Gouvernement et notre majorité mettent en ce moment même sur les rails l'imposante dynamique du grand Paris, alors que la réforme territoriale devrait aboutir à donner plus de pouvoirs aux métropoles et aux grandes villes, il y aurait un risque mortel à ne pas réinventer pour la conforter cette notion de solidarité territoriale. La ruralité n'est pas seulement un héritage de l'époque où la France était une économie essentiellement appuyée sur son agriculture, c'est aussi et surtout un espace d'avenir à l'heure des biotechnologies, du tourisme vert et de la préoccupation environnementale. Garantir la solidarité territoriale, c'est la première raison d'être des régions.
- **Affirmer l'identité européenne des régions.** L'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne permet aujourd'hui de fixer un nouvel horizon à la dynamique européenne. Délivrée de ses débats récurrents sur les questions institutionnelles, l'Europe doit désormais se focaliser sur les préoccupations concrètes de chacun de nous. Les régions ne peuvent rester en retrait, elles doivent s'affirmer comme un partenaire-clé de l'action européenne dans nos territoires.
- **Faire des régions les acteurs d'une démocratie locale exemplaire.** Pour la famille politique décentralisatrice et régionaliste que nous avons toujours été, la réforme des collectivités territoriales qui est à présent sur les rails constitue une chance unique de refonder notre démocratie locale et de conforter le rôle des élus locaux qui sont le premier lien entre les citoyens et les pouvoirs publics. Cette refondation, cette démocratie locale exemplaire ne peut attendre l'entrée en vigueur de la réforme. C'est dès le 21 mars, soir du deuxième tour qu'elle doit prendre forme.

Cette campagne des régionales, nous avons la chance d'en faire un moment décisif pour la reconstruction et le rassemblement de notre famille politique. Affirmons donc la force de notre authenticité pour faire gagner la majorité.